PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

# Journal de Syrie

N° 7 du 08.07 au 08.08.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

## Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part
La Syrie a produit environ de 70 millions barils de pétrole au cours du 1er semestre de cette année.
Jean LEVY : Un nouveau défenseur des Droits de l'Homme: le roi Abdallah d'Arabie.
Les Syriens en colère contre l'ingérence américaine et française.
La guerre des chiffres bat son plein.
Groupes armés: la preuve par l'image.
M. K. Bhadrakumar : Israël fait son apparition dans le Printemps arabe.
Paroles & action du président Bachar al-Assad.
Résistance
Analyse
Jean LEVY : Et si la Syrie demandait des comptes à la France ?
1 Lutte pour la libération du territoire
La Russie et la Chine bloquent toute condamnation de l'ONU à l'encontre de la Syrie.
2 Politique USA
Syrie/Irak/Iran : un gazoduc très politique.
Paul Craig Roberts : Armageddon économique: la réponse de Washington à l'échec de l'économie… Plus de guerre !
3 Pays Arabes & voisins
Liban - Jordanie
Qandil: Le tapage international contre la Syrie est l'écho de la volonté américano-sioniste.
4 Israël fait son apparition dans le Printemps arabe.
5 Pays - Europe
1 France
Guy Delorme : Les « supers pouvoirs » de M. Wissam Tarif.
2 Russie
Les USA s'ingèrent dans les affaires intérieures de la Syrie.
6 Les actions dans le monde
Pays
Cuba
Cuba dénonce la déclaration des Nations unies.
Inde
Le vice président du parlement indien Rahman Khan affirme le soutien de son pays à la Syrie face aux ingérences étrangères.
7 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.
7-1 La Syrie accuse les Etats-Unis d'être impliqués dans les évènements
7-2 Louis Denghien : Manifs en Syrie : toujours et encore l'intox statistique !

7-3 L'intellectuel belge Pierre Piccinin témoigne de la malhonnêteté des journalistes occidentaux.
7-4 Joshua Landis : le gouvernement syrien a raison, des groupes armés sont effectivement à l'œuvre en Syrie.

## Tiré à part

### La Syrie a produit environ de 70 millions barils de pétrole au cours du 1er semestre de cette année.

La Syrie a produit 70,092 millions barils de pétrole au cours du 1er semestre de cette année d'une moyenne de 387,250 barils par jour, soit une hausse de 957 barils par jour par rapport à la production du 1er semestre de l'année dernière.
Les données de l'établissement public du pétrole, examinées lors d'une réunion au ministère du pétrole ont révélé que la part des compagnies nationales de la production globale du pétrole était 52 %, puisqu'elles avaient produit 36,745 millions barils.
Le total de la quantité du pétrole livrée à la raffinerie de Banyas et de Homs atteint 43,410 millions barils, alors que le pétrole lourd et léger, exporté était de 27,793 million barils.
Quant au gaz, son produit total en Syrie au cours du 1er semestre de cette année était 5,483 milliards m3, d'une moyenne quotidienne de 30,29 millions m3, soit une hausse de 3,009 millions m3 par jour par rapport à la production du 1er semestre de l'an 2010.
Lors de ladite réunion, M. Soufiane Allao, ministre du pétrole et de la richesse minière, a souligné la nécessité d'accorder à l'opération de la formation encore plus d'intérêt, vu qu'elle est l'un des piliers du développement.
02 Août 2011

## Un nouveau défenseur des Droits de l'Homme: le roi Abdallah d'Arabie.

Le pays aurait environ 9 000 prisonniers politiques, de nombreuses exécutions d'opposants ...mais aussi , depuis février 2011, une série de manifestations populaires réprimées, en particulier dans la province pétrolifère du Hasa, le nombre de pauvres et de chômeurs y est nombreux malgré la richesse placée ...off-shore ou dans les hôtels de luxe, les monuments historiques datant de la période prophétique sont systématiquementdétruits (pas de patrimoine de l'UNESCO !) dans ce pays où toute étude historique, y compris sur l'histoire du patrimoine religieux du pays, est considérée comme de la subversion ...ce dont nos médias ne parlent pas ...
raison : Cette propriété privée familiale des Saoud abrite des bases de l'armée ....mécréante. Voilà ce qu'est ...."l'islamisme plastoc" ! (plastique : produit dérivé du pétrole !)
"Bruno DRWESKI" Lundi 8 août

## Jean **LEVY**

Les médias français, à la pointe du combat, contre le pouvoir syrien de Bechar el Asad, se félicitent du renfort apporté à la cause occidentale par le roi Abdallah d'Arabie. Ce dernier, rappelant son ambassadeur à Damas, a déclaré :«La Syrie n'a que deux choix pour son avenir: opter volontairement pour la sagesse, ou s'enliser dans le chaos et la violence».
La caution ainsi donnée par le souverain d'Arabie saoudite vaut de l'or, et même de l'or noir. En effet, qui peut mieux qu'Abdallah parler au nom des droits de l'homme ?
Wikipédia nous apprend que « l'Arabie Saoudite est réputée pour violer systématiquement les droits les plus fondamentaux des personnes vivant dans ce pays. Il n'existe ni parti politique, ni élection, ni Parlement autonome, ni magistrature indépendante, ni syndicat, ni organisation vouée à la défense des droits humains. Tout individu résidant en Arabie Saoudite qui critique le régime est sévèrement
puni; tout opposant politique ou religieux est arrêté et incarcéré sans jugement, pour une durée illimitée, ou condamné à de lourdes peines d'emprisonnement.
Le recours à la torture est très répandu dans ce pays. Non seulement la peine de mort est appliquée, mais le nombre des amputations (main, pied, oeil, etc.) et flagellations semble avoir augmenté de façon alarmante.
Les étrangers (travailleurs immigrés) constituent la moitié du contingent des condamnés à mort dans une année (plus d'une centaine en moyenne). Ces abus de pouvoir sont favorisés par l'absence de tout contrôle judiciaire au moment de l'arrestation et la détention. »
Bonnes références humanitaires, à faire pleurer de joie Bernard-Henri Lévy.
Le roi Abdallah est orfèvre en matière de démocratie, puisque, c'esttoujours Wikipédia qui le précise :
« L'Arabie saoudite est une monarchie islamique, le roi (qui est égalementpremier ministre) dirige le pays et le gouvernement suivant le Coran et laSunna (Shari'a), il n'y a donc pas de suffrage.
La loi fondamentale promulguée en 1992 organise l'Etat et les règles desuccession, la loi fondamentale est en quelque sorte la constitution du pays:
Le gouvernement est composé du conseil des ministres dirigé par le roi, il est constitué de ministres tous membres de la famille royale. Depuis 1992 le roi est également secondé dans le domaine législatif par le conseil consultatif "Majilis al Chouras" dont il nomme les 90 membres et 1 président
tous les 4 ans. De nombreux princes de sang (env. 4500) liés à la famille royale occupent les postes les plus importants du gouvernement ».

Bechar el Asad est un petit garçon à côté d'Abdallah.
Et le régime syrien (laïc, par-dessus le marché), semble un système anarchique, proche d'une AG soixante-huitarde, comparé à celui d'Arabie saoudite.
Mais trêve d'humour, il est piquant de constater que jamais, au grand jamais, notre « classe politique » n'a apporté la moindre critique au royaume des pétro-dollars.
Constatons que l'arbitraire sanglant, qui tient lieu de constitution, n'a gêné aucune âme sensible politique ou médiatique.
Personne, à l'Onu, n'a revendiqué de sanctions contre Riyad, ni la France,ni l'Union européenne, ni les USA.
Le régime saoudien, en place depuis des décennies, n'est pas tancé comme celui de Damas, par nos « démocrates » distingués, pour atteintes aux droitsde l'homme et manquement au multipartisme.
Pas le moindre reportage sur les JT de la Une ou de France 2, sur les prisons du roi Abdallah, le sort des femmes ou le fanatisme religieux d'Etat,en Arabie saoudite.
C'est vrai, pas la moindre manif' à Riyad, à Médine ou à La Mecque ou à Djeddah.
Vous voyez bien que les Saoudiens aiment tendrement le roi Abdallah

---

## Les Syriens en colère contre l'ingérence américaine et française.

Les citoyens de Hama sont descendus dans les rues pour affirmer leur refus de la visite de l'ambassadeur de France, Eric Chevallier et de l'ambassadeur des Etats-Unis en Syrie, Robert Ford, à Hama , les accusant de vouloir provoquer le peuple et attiser l'émeute.
Les citoyens de la ville ont rappelé que les Etats-Unis, qui refusent de fournir de la farine et des médicaments aux enfants de Gaza et qui s'opposent à la reconnaissance de l'Etat palestinien, ne seront jamais acceuillis par Hama.
Ils ont qualifié cette démarche de "comportement colonial et d'une tentative d'acheter les consciences".
Les citoyens de Damas et de sa banlieue sont également descendus dans les rues pour dénoncer "l'ingérence américano-française flagrante dans les affaires intérieures de la Syrie". Dans un communiqué , les citoyens de Damas ont accusé la France et les Etats-unis de multiplier leurs efforts pour faire échouer le dialogue national et entraver le programme de la réforme globale, qualifiant la rencontre de l'ambassadeur américain avec les saboteurs une provocation , et un appel à la tuerie et à la subversion.
A Alep, des marches massives ont eu lieu dans les régions d'al-Achrafieh, de Cheikh Maqsoud, de Qadi Askar, de Seif al-Daouleh, de la citadelle d'Alep!
Les citoyens de la ville ont dénoncé l'ingérence franco-amèricaine , s'interrogeant sur le lien entre l'ambassadeur américain et les groupes armés subversifs.
Ils ont affirmé, à cet effet, leur attachement à l'unité nationale et leur refus de toute ingérence étrangère, appelant les citoyens de Hama à rrejeter cette ingérence.
A Homs, les citoyens ont affirmé que les intentions de l'administration américaine et française sont de déstabiliser la Syrie.
Par ailleurs, des milliers des enfants de la ville de Deir Ezzor ont afflué sur la place de Sabe' Bahrat, au centre de la ville, refusant l'ingérence étrangère dans les affaires de la Syrie et proclamant leur soutien au programme de réforme globale sous la direction du président Bachar al-Assad.
A Hassaké, des forces actives populaires et les habitants de la localité de Himo à Qamichli ont organisé "une tente de la patrie", où les participants ont insisté sur leur soutien au programme de la réforme globale conduit par le président al-Assad.
Les participants à la tente ont affirmé que les initiatives populaires nationales reflètent leur affection pour la patrie et leur désir de faire face au complot visant la sécurité et la stabilité de la Syrie.
A Soueidaa, des dizaines de jeunes hommes et de jeunes filles ont lancé une campagne de volontariat pour restaurer la place d'al-Che'leh et y cultiver des fleurs.
M. Omran al-Jeba'i, président de la commission administrative des étudiants du gouvernorat, a indiqué que cette campagne traduit le soutien total au programme de la réforme globale et l'opposition à tous les actes de sabotage.
09/07/2011
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=22526&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1

---

## La guerre des chiffres bat son plein.

Les bilans donnés hier par les agences de presse et les journaux occidentaux sur le nombre de victimes en Syrie, notamment dans la région de Hama, sont totalement contradictoires.
L'AFP a donné le bilan de 95 morts hier lors d'une attaque de l'armée syrienne, alors que l'agence Reuters a livré le chiffre de 45 victimes civiles.
L'agence Chine nouvelle et la télévision Euronews ont donné un bilan de 24 morts.
Les chars de l'armée syrienne sont entrés dans la nuit de samedi à dimanche dans Hama, un des principaux foyers du mouvement de contestation contre le régime du président Bachar al Assad, ont indiqué des habitants et des militants des droits de l'homme cités par les agences occidentales.
Citant des responsables d'hôpitaux, l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme fait état de dizaines de

personnes grièvement blessées et prévient que le bilan pourrait encore s'alourdir.
Un médecin, qui a souhaité préserver son anonymat par crainte de représailles, a fait savoir que la majorité des corps avaient été transportés à Badr, Horani et Hikmeh, les trois hôpitaux de la ville, ajoutant que les poches de sang pour des transfusions venaient à manquer dans ces établissements.
Située dans le centre du pays, Hama a été le théâtre de certaines des plus grandes manifestations de la contestation qui a débuté à la mi-mars. L'agence de presse syrienne a indiqué de son côté que deux éléments des forces de l'ordre sont tombés en martyrs hier par le feu des groupes armés à Hama, qui avaient mis le feu dans les centres policiers, agressé des propriétés publiques et privées, et établi des barricades dans les entrées et les rues de la ville.
Les unités de l'armée œuvrent pour éliminer les barricades établies par les groupes armés. L'agence Sana a constaté de certains citoyens de la ville que des groupes armés sont postés sur les principaux bâtiments de la ville, et qu'ils portent des armes automatiques et sophistiquées et ouvrent le feu pour terroriser les citoyens.
Damas a attribué ces violences à des «gangs armés soutenus par des puissances étrangères» voulant déstabiliser la Syrie. Le président syrien Bachar al-Assad avait annoncé d'importantes réformes, dont notamment la levée de l'état d'urgence, l'amnistie générale, ainsi que l'ouverture d'un dialogue national afin d'apaiser la tension dans le pays, mais les troubles persistent.
«Les Etats-Unis exécutent leur plan contre Damas»
Hier, plus de 356 citoyens sont retournés ces deux derniers jours à Jisr al-Choughour à travers le portail de Hassaniyyeh.
Les citoyens, qui avaient été obligés par les groupes terroristes armés de quitter leur maison, ont affirmé qu'ils étaient la cible de rumeurs mensongères sur l'absence de la sécurité dans la ville et ses alentours.
Selon le général Leonid Ivashov, président de l'Académie russe des sciences géopolitiques, la Syrie est confrontée à une campagne forte et vaste exécutée par le Mossad et les pays d'Occident, en particulier les Etats-Unis et la France, dans le but de la démembrer en raison de sa politique indépendante, de son soutien à la résistance contre Israël et de ses relations étroites avec l'Iran.
La Syrie reste, selon lui, le seul pays arabe qui a échappé au pouvoir des régimes américain et israélien. Tous les pays de la région du Moyen Orient sont, ajoute-t-il, sous la main des Etats-Unis d'Amérique et de son allié israélien, à l'exception de la Syrie.
01/08/2011
http://www.letempsdz.com//content/view/60658/1/

---

## Groupes armés: la preuve par l'image

Le petit film que nous mettons en ligne, après qu'il nous a été communiqué par un de nos visiteurs, est la preuve incontestable qu'à Homs – comme dans d'autres villes ou régions de Syrie – les forces de l'ordre ne sont pas uniquement confrontées à des manifestants désarmés et pacifiques, mais sont harcelés par des activistes armés. Cette vidéo, diffusée de puis peu sur Youtube, a été filmée à Homs le vendredi 15 juillet, soit au tout début des troubles inter-communautaires ayant ensanglanté cette grande ville syrienne (au nord de la frontière libanaise et à 160 kilomètres environ au nord de Damas). Selon des propagandistes de l'opposition, le bilan humain serait de 50 victimes en quatre jours, pour une bonne part tombées dans des affrontements entre factions politico-religieuses.<P/>
Le reportage dure moins de deux minutes : c'est suffisant pour constater qu'une situation quasi-insurrectionnelle prévaut dans certains quartiers de cette ville d'un million et demi d'habitants, où cohabitaient jusqu'à présent trois grandes communautés : sunnite, alaouite et chrétienne.
On voit donc des policiers syriens, certains en tenue anti-émeute, courir sous une fusillade nourrie. L'un des policiers est touché avant d'avoir pu s'abriter. Il est mis à l'abri par un de ses camarades.
La victime, de toute évidence sérieusement touchée, reçoit ensuite les premiers soins, mais on ignore s'il a survécu à ses blessures.
On voit – c'est le cas de le dire – que l'existence d'insurgés armés n'est donc pas un gimmick de la propagande d'un régime désireux de masquer ses exactions et d'évacuer ses responsabilités . Certains médias d'Occident avaient pu faire, si l'on ose dire, la « fine bouche » devant les vidéos et photos des cadavres de policiers et de conscrits, ou des fosses communes, de Jisr al-Choughour, relayant en certains cas la fable d'une mutinerie noyée dans le sang par les troupes fidèles au régime. Mais là, les choses semblent claires et leur interprétation ne souffrir aucune divagation : ce sont bien des policiers syriens qui courent sous les balles de tireurs embusqués.
Oh certes, on imagine bien les désinformateurs comme Rami Abdel Rahmane nous expliquer qu'il s'agit là d'une énième machination du régime, qui ferait tirer sur ses propres hommes par des « moukhabarats » syriens, (ou des pasdarans iraniens, ou des miliciens Hezbollah, ou, pourquoi pas pendant qu'on y est, des mercenaires de Kadhafi ou de Dimitri Medvedev). Mais les faits sont têtus, comme disait Lénine, et les les cyber-activistes sous influence américaine, saoudienne ou qatari auront de plus en plus de mal à « vendre » à l'opinion internationale leurs mise en scène des troubles qui menacent l'équilibre, l'unité et la prospérité de la société syrienne.
jeudi 21 juillet 2011, par Comité Valmy
http://www.infosyrie.fr/actualite/groupes-armes-la-preuve-par-limage/

---

## M. K. Bhadrakumar : Israël fait son apparition dans le Printemps arabe.

Après être prudemment resté tapi dans l'ombre pendant près de huit mois, le temps de comprendre la

signification et les dangers du Printemps arabe, Israël s'est soudainement réveillé mardi denier. Dans une manouvre sans précédent, le président israélien Shimon Pérès a convié les médias arabes à une conférence de presse pour déclarer qu'Israël soutenait un changement de régime à Damas.
Jusque là, Israël avait bien pris soin de ne pas s'identifier au Printemps arabe, préférant se focaliser sur les conséquences des changements de régime plutôt qu'encourager les révolutionnaires sur les barricades. Dans le cas de la Syrie, Israël a même été soupçonné de soutenir en secret le régime du président Bechar el-Assad, voyant en lui un mur dressé entre Israël et le déluge que représenterait une prise de pouvoir par les Frères Musulmans.
Mardi, Pérès a dissipé d'un seul coup cette ambiguïté stratégique. « Assad doit partir. Plus tôt il partira, mieux se sera pour son peuple », a déclaré Pérès. Le président israélien a salué les manifestants syriens, déclarant : « Il est facile [pour les Syriens] de descendre dans la rue et de manifester, mais lorsque [l'armée syrienne] vous tire dessus ? C'est stupéfiant. Leur courage et leur fermeté sont honorables. »
Pérès a insisté sur le fait que le changement de régime à Damas serait dans les intérêts de la paix arabo-israélienne. Il a exprimé sa confiance qu'un régime successeur à Damas conclurait un traité de paix avec Israël - « Ceux qui recherchent la paix prévaudront ».
C'est une performance innovatrice. Pourquoi Israël a-t-il choisi de se débarrasser de son ambiguïté stratégique envers la Syrie ? Après tout, Israël ne sait que trop bien qu'un changement de régime n'importe où dans le monde arabe dans les conditions actuelles ne peut agir que contre ses intérêts. L'Egypte est un cas typique, où lorsque les dirigeants par intérim remettront le pouvoir à un gouvernement élu - s'ils le font -, il devra prendre en compte le fort souhait populaire pour une politique étrangère qui prenne ses distances avec les Etats-Unis et Israël.
Une large majorité d'Egyptiens exigera que leur gouvernement s'éloigne de toute forme de coopération étroite avec Israël sur les questions économiques et de sécurité, et Israël observe avec appréhension la perspective d'une amélioration des liens entre l'Egypte et l'Iran. Le chef du renseignement militaire israélien, le Général Aviv Kochavi, a fait récemment une déclaration étonnante, disant que l'Iran finançait secrètement les Frères Musulmans égyptiens. Bref, Israël n'a pas lieu d'être optimiste sur les conséquences d'un changement de régime en Syrie.
Apparemment, le calcul de Pérès est tout autre. Ce qui ressort est qu'Israël a évalué froidement qu'un changement de régime à Damas n'est pas d'actualité. Patrick Seal, le célèbre auteur arabisant, l'a résumé ainsi la semaine dernière : « La situation n'a pas atteint sa masse critique. Damas ne s'est pas soulevée, les services de sécurité ne sont pas encore divisés, l'économie ne s'est pas effondrée. Le régime a l'air faible, mais l'opposition semble encore plus faible. Plus le sang coule, plus il est difficile de trouver une solution. Une solution ou une autre devra être négociée. Si aucune solution n'est trouvée, il y aura la guerre civile ».
De même, Israël serait démoralisé de ne voir aucun signe d'une action internationale concertée, comme cela s'est produit en Libye. Au contraire, les coups et les humiliations qu'elles prennent de Mouammar Kadhafi dans la guerre libyenne, ne peuvent que rendre encore plus circonspectes les nations occidentales sur la sagesse d'ouvrir un front syrien dans un futur proche.
Les pays du BRICA - le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud - en compagnie du Liban, ont étouffé les manouvres occidentales au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, ne serait-ce que pour débattre de la Syrie. La récente visite à Damas du secrétaire général de la Ligue Arabe, Nabil Elaraby, a montré que, dans cette région, le vent tourne en faveur d'Assad.
Par M. K. Bhadrakumar
samedi 6 août 2011,
http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article1731

---

## Paroles & action du président Bachar al-Assad

### Le président al-Assad promulgue un décret législatif sur la loi des Partis.

Le président Bachar al-Assad a promulgué aujourd'hui le décret législatif N°100 de l'année 2011 sur la loi des Partis.

**En vertu de ce décret:**

-Les citoyens de la République arabe syrienne ont le droit de fonder des Partis politiques ou d'y adhérer en vue d'activer la vie politique en Syrie, et de former des directions susceptibles d'assumer les responsabilités publiques.
-Les Partis exercent leurs activités par les moyens pacifiques et démocratiques pour réaliser des programmes déterminés et déclarés dans les domaines politique, économique, social et culturel.
-Les Partis doivent être fondés conformément à la constitution, aux principes démocratiques, à la souveraineté de la loi, au respect des droits et des libertés publiques, à la déclaration mondiale des droits de l'Homme, aux traités et aux conventions signés par la République arabe syrienne.
-Tout Parti doit également ancrer l'unité nationale, annoncer ses principes, ses objectifs, ses moyens et les sources de son financement.

**Les partis ne devraient pas :**

- S'établir sur des bases religieuses, confessionnelles, tribales ou régionales, ou suivant la race, le sexe ou la couleur.

- Comprendre des formations militaires ou paramilitaires, publiques ou clandestines.
- Recourir à n'importe quelle sorte de violence, menacer de le faire ou provoquer son emploi.
- Relever d'un Parti ou d'une organisation politique non syrienne ou en dépendre.

La demande de fondation d'un Parti doit être signée par cinquante de ses membres fondateurs.

A.A. / L.A.

04 Août 2011

http://www.sana.sy/fra/363/2011/08/04/362171.htm

---

## Résistance

### Analyse

## Jean **LEVY** : Et si la Syrie demandait des comptes à la France ?

Depuis de nombreuses semaines, le pouvoir, les médias* et l'ensemble de la classe politique s'en prennent directement à la Syrie et son président, les accusant de tyranniser leur peuple

Pas un jour ne se passe sans que Damas ne soit montrée du doigt : il ferait « *quotidiennement couler le sang des manifestants* » qui « *courageusement* », affronteraient les militaires et les policiers, pour montrer leur opposition au régime.

Cette offensive française s'insère dans une campagne menée par les forces impérialistes contre un Etat qui refuse de s'incliner devant les intérêts des Etats-Unis et de leurs compères occidentaux de l'Otan.

La France officielle, droite et «gauche» rassemblées, crie le plus fort de la meute.

Et pourtant !

Le contentieux entre nos deux pays devrait, au contraire, porter « à repentance »…

En effet, comment ne pas évoquer les Croisades, ces siècles, de 1095 à 1270, où les « *Européens* », Francs et Germains, commandités par le Pape, se ruaient en « *Terre sainte* », comme on disait alors, pour « *libérer le tombeau du Christ* » de la domination des « *infidèles* », les Arabes.

Urbain II avait appelé les chrétiens d'Occident à cesser de se faire la guerre et à s'unir pour combattre les "*païens*" et « *délivrer les frères d'Orient* ».

Et de massacrer au passage des dizaines de milliers de juifs, comme impies.

Et cette terre-là, où fut portée la guerre, c'était, en partie, la Syrie d'aujourd'hui.

Mais le temps qui passe noie les souvenirs et assèche les torrents de sang répandu.

Aussi, faisons avec l'histoire un bond de plus de six siècles.

Nous sommes en 1919. Les Alliés ont gagné la guerre. Français et Anglais se partagent l'ancien empire turc, associé à l'Allemagne vaincue.

Lloyd Georges et Clemenceau, chefs des gouvernements britannique et français, s'accordent, en marge de la Conférence de Paix de Versailles, Clemenceau a lâché la région de Mossoul riche en pétrole et les Britanniques ont accepté le protectorat français sur le reste de la Syrie.

Le général Henri Gouraud, véritable "*proconsul*" français de 1919 à 1923, marche alors sur Damas où règne le roi Fayçal. Gouraud fut l'un des artisans les plus furieux du dépeçage de la Syrie, dont le plus gros morceau arraché est le Liban. (Conférence de San Remo,1920)

Le « *mandat* » français donné par la SDN sur ces territoires, ne fut qu'une colonisation déguisée, que le peuple syrien n'a jamais, accepté.

Aux révoltes multiples, (celle de 1924-1926, entre autres), succèdent des répressions sauvages.

C'est ainsi qu'en 1945, le lendemain de l'armistice de la 2° guerre mondiale, la France, fraîchement libérée, tirait encore au canon sur la population de Damas : **

Mais la Syrie et le Liban deviennent, formellement, indépendants, les premières colonies à sortir du carcan de « *l'Empire français* ».

La France laisse de plus, derrière elle, un Liban, volontairement atomisé en diverses communautés religieuses, qui se disputeront le pouvoir, au prix de sanglantes guerres civiles.

Le rôle joué, jadis, par la France en Syrie et au Liban, devrait la conduire à une importante retenue dans la situation présente.

Comme chacun le sait, il n'en est rien.

Au contraire, son interventionnisme ouvert contre le pouvoir syrien a le doux parfum d'un esprit colonial, à fins impérialistes, à peine déguisé.

Comme en Côte d'Ivoire et en Libye.

* L'éditorial du **Monde,** daté du 26 juillet, a pour titre :

« *Les Syriens méritent qu'on ne les oublie pas* ».

Il se termine ainsi :

- « *Les Etats-Unis et l'Europe devraient aider une opposition syrienne disparate et divisée à s'organiser***.** *Ils devraient lui assurer un soutien politique et économique* »**.**
- **Peut-on, plus outrageusement, plaider le droit d'ingérence dans un pays souverain ?**

** « *Le 29 mai 1945, après dix jours de manifestations ininterrompues, les Français, sous l'ordre du général Oliva-Roget bombardent Damas pendant 36 heures d'affilée. Les morts et les blessés se comptent par centaines. Une partie de la ville est détruite par ce bombardement, dont le parlement syrien.* »

# 1 Lutte pour la libération du territoire

## La Russie et la Chine bloquent toute condamnation de l'ONU à l'encontre de la Syrie.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ne sont pas arrivés à s'entendre sur la position à adopter envers le régime de Bachar al-Assad. Les Européens et les Américains qui espéraient obtenir une résolution du Conseil de sécurité sur la Syrie sont ressortis bredouilles lundi soir.
Leur influence n'a en effet pas suffi lors d'une réunion de consultations d'urgence sur la situation en Syrie, pays en proie à des manifestations manipulées, selon la Russie, par le Mossad et les Etats-Unis d'Amériques. Cette rencontre, qui s'est terminée sans résultat concret, a été mise à l'ordre du jour après les évènements du week-end, principalement dans la ville de Hama, où l'armée syrienne est intervenue pour faire face aux groupes terroristes qui ont pris en otage cette région. L'assaut contre la ville de Hama aurait fait, selon certaines sources occidentales, une centaine de morts.
La Russie, la Chine et les autres opposants à une résolution sont furieux que l'Otan se soit servie de résolutions sur la Libye pour justifier les attaques aériennes contre le régime de Mouammar Kadhafi. Ils craignent que l'adoption d'une résolution sur la Syrie n'ouvre la voie à une campagne militaire contre Bachar al-Assad.
Moscou veut éviter le scénario libyen et a décidé donc de ne soutenir aucune résolution du Conseil de sécurité de l'Onu sur la Syrie qui conduirait selon elle à une guerre dévastatrice de toute la région du Moyen-Orient.
Le représentant permanent de la Russie auprès des Nations unies, Vitali Tchourkine a souligné à ce propos «s'il s'agit d'un texte que l'on jugera utile pour le peuple syrien, nous serons flexibles. Mais nous nous opposons fermement à toute répétition du scénario libyen». Un nouveau scénario libyen serait «contreproductif aussi bien pour la Syrie que pour la région», a conclu le diplomate.
«Une guerre à grande échelle»
Toute tentative d'appliquer le «scénario libyen» à l'égard de la Syrie provoquerait une guerre à grande échelle dans la région, a déclaré hier de son côté le président de la Commission des affaires internationales du Conseil de la Fédération (sénat russe), Mikhaïl Marguelov.
«Les pays occidentaux accentuent la pression sur les autorités syriennes. La France presse le Conseil de sécurité de l'Onu d'adopter un texte analogue à la résolution 1973 contre la Libye. Il ne fait aucun doute que la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie conduirait à une guerre d'envergure», a-t-il affirmé.
Le sénateur a indiqué que l'ambassade de Russie à Damas procédait à des consultations avec les représentants de l'opposition et que Moscou s'opposait à toute ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie.
D'après M. Marguelov, une victoire de l'opposition serait susceptible de porter au pouvoir un régime islamiste en Syrie. «Selon les informations dont nous disposons, l'opposition syrienne n'est pas entièrement laïque, même si elle réclame la démocratisation du régime. Dans les rangs des insurgés, il y a des groupes politiques proches des Frères musulmans», a constaté le sénateur.
03/08/2011
http://www.letempsdz.com//content/view/60747/1/

# 2 Politique USA

## Syrie/Irak/Iran : un gazoduc très politique.

Il semble qu'au bout de quatre mois de manœuvres et pressions en tous genres, les Américains aient finalement échoué dans leur projet de marginalisation de la Syrie dans la région. En effet, la Turquie a baissé le ton vis-à-vis de Damas, au grand dam de certains déstabilisateurs qui ont espéré très fort, voici un ou deux mois, que l'armée d'Ankara franchirait la frontière pour « protéger » les populations – en partie turcophones – de la région de Jisr al-Choughour. Mais l'armée syrienne a chassé les activistes salafistes, réoccupé ses postes frontières, et les réfugiés de Turquie se sont mis à rentrer au pays.
Le gouvernement de Damas vient de marquer un autre point important sur le front diplomatique régional avec la signature, lundi 25 juillet, à Téhéran, d'un « *mémorandum d'entente* » sur la réalisation d'un gazoduc de 5 600 kilomètres de longueur, permettant le transport quotidien de 110 millions de $m^3$ de gaz iranien vers l'Europe via la Syrie et l'Irak. Plusieurs sociétés européennes devraient être associées à l'exploitation de ce « *gazoduc islamique*« .
Le ministre syrien du pétrole et de la Richesse minière, Sofiane Allaou, a apposé sa signature aux côtés de celles de ses homologues iranien Mohammad Ali Abadi et irakien Abdel Karim al-Laebi. L'ambassadeur syrien à Téhéran, Hamed Hassan, assistait à la séance de signatures. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Rahmin Mehmanparast, a estimé que ce gazoduc servirait les intérêts des pays de la région.
**Les amis de mes amis…**
Bien évidemment, un tel accord entre Damas, Bagdad et Téhéran, dans le contexte tendu que connaît la Syrie, a une dimension autant politique qu'économique. Si les bonnes relations entre l'Iran d'Ahmadinejad et la Syrie d'al-

Assad sont une réalité bien intégrée par la géopolitique régionale, celles existant entre l'Irak post-Saddam et la Syrie de Bachar sont moins aisées à analyser. On sait que les deux pays partageaient jadis peu ou prou la même filiation baasiste, nationaliste arabe et laïque. Mais la personnalité de Saddam Hussein avait transformé cette proximité idéologique en rivalité régionale – et personnelle avec Hafez al-Assad – qui avait culminé en 1991 avec la participation d'un contingent syrien à la coalition anti-irakienne lors de la première Guerre du Golfe. Après la chute du rais de Bagdad en 2003 et le chaos sanglant qui s'en est suivi, la Syrie, on le sait, a accueilli près d'un million et demi de réfugiés irakiens qui, pour la majorité d'entre eux, sont restés dans leur nouvellle patrie.
La nouvelle majorité politique issue des élections irakiennes, qui est l'expression de la majorité démographique chiite, est proche de Téhéran, principal allié régional de Damas. On ne peut en tous cas que constater un renforcement – récent – des relations entre les deux pays, dont l'un est tout de même toujours occupé par plus de cinquante-mille G.I.'s. On pourrait presque dire qu'avec leur guerre injuste et tellement coûteuse en hommes et en dollars, les Américains ont finalement travaillé en Irak pour l'Iran et, par ricochet diplomatique, pour la Syrie ! Syriens et irakiens se trouvant actuellement confrontés aux mêmes ennemis immédiats, à savoir des terroristes islamistes plus ou moins proches d'Al-Qaida, voire de l'Arabie Saoudite.
Le nouveau régime irakien, sous étroit contrôle américain, a d'abord reproché à son voisin d'héberger sur son sol plusieurs des activistes islamiques opérant en Irak. Mais la proximité géographique et les intérêts commerciaux bien compris avaient conduit les deux nations à renouer officiellement, en novembre 2006, des relations diplomatiques normales. Interrompues pendant plus d'une année en 2009/2010, suite à un litige portant sur la présence d'opposants baasistes irakiens en Syrie, ces relations ont été rétablies en septembre 2010, à la demande des Irakiens.
L'économie est donc un vecteur de la politique et de la diplomatie entre les deux pays : une délégation syrienne forte de 136 hommes d'affaires est attendue mercredi 27 juillet à Bagdad, avec à sa tête le ministre de l'Economie Mohammad Nida al-Chaara, pour une réunion plénière du comité ministériel mixte syro-irakien. Lequel comité doit plancher sur les mesures et traités propres à développer les échanges commerciaux entre les deux pays. Qui sont déjà liés par un certain nombre d'accords dans différents domaines. Entre autres, des protocoles de coopération industrielle signés en 2009, ainsi que des accords de coopération scientifique et techniques, portant aussi bien sur le pétrole, le gaz et l'électricité que le secteur bancaire. Ajoutons que l'Irak est le premier partenaire commercial de Damas.
De l'économie à la politique il n'y a décidément qu'un pas et Bachar al-Assad a reçu mardi 26 juillet un message de son homologue irakien Jalal Talabani, que lui a transmis Adel Abdel Mahdi, envoyé spécial irakien (voir photo ci-dessous)
La signature de cet accord sur le « gazoduc islamiste » apparaît donc bien comme un échec de la stratégie américaine d'isolement de la Syrie, et comme un geste d'indépendance du gouvernement irakien de Nouri al-Maliki, en place depuis décembre 2010, à quelques mois du retrait des dernières troupes américaines, qui devrait être achevé en décembre prochain.
Guy Delorme
27 Juillet
http://www.infosyrie.fr/focus/syrieirakiran-un-gazoduc-tres-politique/

---

## Paul Craig Roberts : Armageddon économique: la réponse de Washington à l'échec de l'économie… Plus de guerre !

Extrait

…La guerre de Libye remonta le risque d'un cran, car bien que se cachant derrière le voile des protestations du monde arabe, les Etats-Unis étaient en fait en train de confronter la Chine en Libye. Similairement, avec la rébellion armée en Syrie supportée par les Etats-Unis, la cible de Washington était en fait la base navale russe de Tartus. Renverser le gouvernement Al-Assad en Syrie et installer un regime ami mettrait un prix exorbitant sur la présence navale russe en Méditerannée.
En masquant ses buts derrière les protestations du monde arabe en Libye et en Syrie, qu'ils pourraient avoir déclenché, Washington évita un conflit frontal avec la Chine et la Russie, mais néanmoins ces deux super-puissances comprirent que Washington attaquait leurs intérêts. Ceci monta d'un sérieux cran la folie des politiques agressives de Washington en initiant une confrontation avec deux puissances nucléaires, dont l'une d'entr'elles possède un certain pouvoir financier sur l'Amérique car étant son plus grand créditeur étranger.
Les investissements pétroliers de la Chine en Angola et au Nigéria étaient une autre cible. Pour contrer la pénétration économique de la Chine en Afrique, les Etats-Unis ont créé l'American African Command dans les dernières annés de la première décennie du XXIème siècle. Dérangés par la montée en puissance de la Chine, les Etats-Unis ont entrepris d'empêcher la Chine d'obtenir des sources d'énergie indépendantes. Le grand jeu qui dans la passé a toujours mené à la guerre est encore en train d'être joué.
Le 11 Septembre 2001 a donné aux Etats-Unis une "nouvelle menace" pour remplacer la menace défunte en 1991 de l'URSS. Malgré l'absence du grand ennemi soviétique, le budget militaire et de la sécurité a été gardé intact pendant une décennie. Le 11 septembre injecta une croissance rapide dans le budget militaro-sécuritaire. Dix ans plus tard, ce budget culmine à environ 1100 milliards de dollars par an, ou approximativement 70% du déficit du budget fédéral, qui handicape le dollar et menace la note du crédit de la trésorerie américaine. Focalisé sur les guerres du Moyen-Orient, Washington perdait la guerre pour l'économie américaine.

Alors que l'espoir d'une reprise de l'économie pour 2011 s'évaporait au cours de l'année, le besoin d'une guerre devint de plus en plus impératif. (voir Antiwar.com, "Sen. Graham 'Very Close to War".
Article original en anglais :
http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=25813
*Traduction : Résistance 71.*
***Paul Craig Roberts** : Ancien éditeur associé du Wall Street Journal et chroniqueur pour BusinessWeek, **le Dr. Paul Craig Roberts** a servi comme membre de comité au parlement et au sénat américain; il fut secrétaire d'état aux finances durant l'admnistration Reagan. Il fut un académique dans six universités. Récipiendaire de la médaille d'argent du trésor américain et officier de la légion d'honneur.*

*Paul Craig Roberts est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.*
*Articles de Paul Craig Roberts publiés par Mondialisation.ca*

---

## Les grandes manœuvres

### Un écrivain met en garde contre des plans extérieurs visant à semer la zizanie en Syrie.

L'écrivain jordanien Mouafaq Mahadine a souligné l'existence d'une conspiration américano- sioniste contre la Syrie, mettant en garde contre des plans extérieurs visant à semer la sédition et la zizanie en Syrie.
Dans un article publié aujourd'hui par le quotidien jordanien /Al-Arab Aujourd'hui/ intitulé: /J'étais à Damas/, l'écrivain a indiqué que les parties internationales et régionales qui essaient d'exploiter le mouvement populaire pacifique légitime ne sont pas concernées ni par la démocratie ni par la chute du régime politique mais par la chute de l'Etat et la généralisation de l'anarchie confessionnelle pour partager l'Orient arabe, faire sortir les Arabes de l'histoire et tourner la page de la résistance qui a secoué le mythe de l'ennemi israélien.
L'écrivain qui avait visité Damas a démenti les nouvelles sur l'encerclement de la ville de Homs par les chars et l'existence de fusillades au quartier de Rikn al-Dine à Damas.
01 Août 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/08/01/361601.htm

### Les Etats-Unis durcissent le ton contre le président syrien.

Le président syrien Bachar al-Assad conduit son pays et l'ensemble du Moyen-Orient dans "une voie dangereuse", a averti jeudi la Maison Blanche. Elle a durci un peu plus le ton à la suite de la répression brutale menée en Syrie contre les opposants.
"Il est devenu clair partout dans le monde que les actions d'Assad placent la Syrie et l'ensemble de la région dans une voie très dangereuse", a déclaré le porte-parole de Barack Obama.
"Assad est sur la voie du départ (...) nous devons tous penser à l'après-Assad, comme le font déjà les 23 millions de Syriens", a-t-il insisté. "On peut dire, sans prendre beaucoup de risque, que la Syrie se portera bien mieux sans le président Assad".
Plus de pressions
Un peu plus tard dans la journée, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a assuré que les Etats-Unis allaient demander aux pays européens et arabes de mettre plus de pression sur le régime syrien pour qu'il cesse la répression meurtrière contre les opposants en faveur de la démocratie.
"Nous devons réunir un concert de voix plus fort qui puisse mettre la pression sur le régime Assad. Et nous travaillons actuellement pour y parvenir", a-t-elle indiqué.
La chef de la diplomatie a également dit espérer que la déclaration adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU mercredi, qui "condamne les violations généralisées des droits de l'homme et l'usage de la force contre les civils par les autorités syriennes", sera le premier de nombreux pas entrepris pour "faire payer" à Damas le prix de sa répression.
http://www.romandie.com/news/n/Les_Etats_Unis_durcissent_le_ton_contre_le_president_syrien050820110708.asp

## Clinton rencontre des opposants syriens à Washington. !!!

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a rencontré mardi à Washington des opposants syriens basés aux États-Unis alors que la gouvernement réfléchit à de nouvelles sanctions contre le gouvernement syrien.
Lors de ces entretiens, Mme Clinton a exprimé « sa compassion pour les victimes des violences du régime de M. Assad », a déclaré le porte-parole du département d'État Mark Toner à la presse lors d'un point-presse régulier.
Mme Clinton a également exprimé son « admiration pour le courage des braves Syriens qui continuent de défier la brutalité du gouvernement afin de faire valoir leurs droits universels », a- t-il dit.
M. Toner a ajouté qu'elle avait exprimé sa confiance dans « la capacité de la population syrienne à donner un nouveau cap à la Syrie ».
Les États-Unis envisagent de « poursuivre avec des sanctions supplémentaires conformes aux autorités

existantes » et « étudient la portée » de ces sanctions, a-t-il précisé.
« Notre objectif est d'isolr M. Assad sur le plan politique et de couper ses revenus », a-t-il ajouté.
La Syrie est en proie à une insurrection depuis l'éclatement à la mi-mars de mouvements de protestation contre le gouvernement dans la province de Dara, mouvement qui s'est ensuite propagé à d' autres villes.
Par ailleurs, les États-Unis ont accru leur pression sur la Syrie au cours de ces derniers mois, adoptant des sanctions contre le président syrien Bachar al-Assad, contre ses proches associés et gelant les avoirs contrôlés par le gouvernement syrien.
Le président Barack Obama a affirmé dimanche que les États- Unis continueraient d'accentuer leur pression sur la Syrie pour isoler M. Assad et son gouvernement.
2011-08-03
http://french.cri.cn/621/2011/08/03/301s249992.htm

---

---

## 3 Pays Arabes & voisins

### Liban - Jordanie

### Qandil: Le tapage international contre la Syrie est l'écho de la volonté américano-sioniste.

Le membre du conseil national libanais d'information, Ghaleb Qandil, a déclaré que le tapage médiatique international sur ce qui se passe en Syrie n'a rien à voir avec la réforme ou les intérêts du peuple syrien, mais il est l'écho naturel de la volonté américano-sioniste visant à porter atteinte à l'Etat syrien.
Dans un article publié aujourd'hui par le quotidien libanais al-Binaa sous le titre "Harmonie innocente dans la campagne contre la Syrie", M. Qandil a indiqué que l'escalade politique et médiatique internationale contre la Syrie en réponse aux opérations menées par l'armée arabe syrienne pour mettre un terme aux actes des groupes armés dans certaines régions convient au fait que les régions de Hama et de Deir Ezzor représentent la dernière possibilité d'établir un bastion hors contrôle de l'Etat qui pourrait être utilisé comme prélude à une intervention étrangère en Syrie.
M. Qandil a souligné que les opérations menées par l'armée arabe syrienne dans nombre de régions, pour en finir avec les foyers de terrorisme et de rébellion armée, étaient déclenchées en réponse à des appels populaires demandant de résoudre de manière urgente les problèmes et de liquider les gangs de terrorisme qui ont émergé dans de nombreuses parties de la Syrie au cours des derniers mois.
"Ce que font ces bandes contre les militaires…embuscades, enlèvements, meurtres et kidnapping, n'a rien à voir avec l'idée d'une manifestation pacifique. Plusieurs personnes, dont des opposants, ont affirmé que ce qui se passe sur le terrain est géré par des chambres d'opération bien équipées, liées à l'étranger et leur disposition des centaines d'hommes armés dans chaque région de l'insurrection", a dit M. Qandil.
"L'ambassadeur américain à Damas, Robert Ford, chargé d'organiser l'opposition syrienne à l'intérieur selon les sources de la Maison-Blanche, a fait une coordination sur le terrain avec les groupes rebelles à Hama et d'autres; tandis qu'à Deir Ezzor, le plan de sabotage porte l'empreinte de John McCain et vise à assurer une possibilité à l'intervention des forces américaines qui occupent l'Irak.
Il a souligné que la campagne hostile à la Syrie utilise le peuple syrien et son droit à s'exprimer "même si la majorité écrasante de ce peuple a affirmé lors de marches auxquelles ont participé des millions de personnes dans toutes les régions du pays le soutien à l'armée, à la direction du président Bachar al-Assad et à son projet réformiste.
Il a fait noter que les discours provocateurs de quelques personnalités contre la Syrie et ses dirigeants se convergent avec les lobbies sionistes, comme les opposants s'étant réunis à Antalya, "lesquels ont imputé à Bernard Lévy, le candidat pour succéder à Shimon Peres à la tête d'Israël, d'être le porte-parole de l'opposition syrienne ! ", a souligné M. Qandil.
"Toute personne clairvoyante ne peut trouver cette confusion innocente ni se persuader que le sioniste criminelle Bernard Lévy, le vindicatif John McCain, Barack Obama, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy et d'autres conspirateurs contre la Syrie sont devenus les apôtres de la démocratie et de la réforme en Syrie", a conclu M. Qandil.

**De son côté, l'écrivain jordanien Nawaf Abou al-Hayjaa,** a souligné le président israélien Shimon Peres avait clairement déclaré récemment qu'Israël et ses alliés à Washington, à Paris et ailleurs aspirent à un changement du régime en Syrie, se demandant si les opposants syriens réalisent les objectifs des plans des ennemis de la Syrie.
Dans un article publié aujourd'hui par le journal jordanien "Addustour" sous le titre "La Syrie, comme veut Israël", l'écrivain indique que ce qu'Israël veut, c'est une Syrie dans l'un des deux modes, soit une Syrie gouvernée par des agents fidèles au projet américano-sionistes, et il sera donc facile de lui dicter un accord de capitulation comme veulent Israël et Washington; soit une Syrie faible qui se pile devant les diktats extérieurs et conclut par conséquent une convention voulue par Israël, ce qui signifie abandonner les droits de notre peuple en Syrie et en Palestine occupée.
"On fait la distinction entre l'opposition syrienne nationale et les démagogues qui prétendent être opposition et qui

font sauter des oléoducs, des trains et des départements de service dans les gouvernorats", a écrit M. Abou al-Hayjaa.
02 Août 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/08/02/361798.htm

---

## Le Liban apporte son soutien sans faille à la Syrie.

Le ministre libanais des Affaires étrangères, Adnan Mansour, s'en est pris aux pays occidentaux qui ont adopté une position hostile, à l'égard des évolutions, en Syrie.
"Les pays étrangers ne doivent pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie, car le sort ce pays sera déterminé par son peuple", a-t-il souligné. "La sécurité et la stabilité de la Syrie et du Liban sont liées", a-t-il indiqué, avant de préciser : "Personne ne peut nier l'ingérence étrangère, en Syrie, où s'opèrent des contrebandes d'armes destinées à créer des troubles dans les villes de ce pays". Et le chef de la diplomatie libanaise de poursuivre : "Le soutien apporté par la Syrie à la résistance, face au régime sioniste, a suscité l'insatisfaction des pays occidentaux qui ont multiplié leurs pressions contre Damas". Il a déclaré qu'il se rendra, bientôt, en Syrie afin de rencontrer les autorités de ce pays et leur exprimer la solidarité du Liban.
06/08/2011
http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/133955-le-liban-apporte-son-soutien-sans-faille-%C3%A0-la-syrie

---

---

## 4 Israël fait son apparition dans le Printemps arabe

Par M. K. Bhadrakumar
samedi 6 août 2011, par Comité Valmy

Après être prudemment resté tapi dans l'ombre pendant près de huit mois, le temps de comprendre la signification et les dangers du Printemps arabe, Israël s'est soudainement réveillé mardi denier. Dans une manouvre sans précédent, le président israélien Shimon Pérès a convié les médias arabes à une conférence de presse pour déclarer qu'Israël soutenait un changement de régime à Damas.
Jusque là, Israël avait bien pris soin de ne pas s'identifier au Printemps arabe, préférant se focaliser sur les conséquences des changements de régime plutôt qu'encourager les révolutionnaires sur les barricades. Dans le cas de la Syrie, Israël a même été soupçonné de soutenir en secret le régime du président Bechar el-Assad, voyant en lui un mur dressé entre Israël et le déluge que représenterait une prise de pouvoir par les Frères Musulmans.
Mardi, Pérès a dissipé d'un seul coup cette ambiguïté stratégique. « Assad doit partir. Plus tôt il partira, mieux se sera pour son peuple », a déclaré Pérès. Le président israélien a salué les manifestants syriens, déclarant : « Il est facile [pour les Syriens] de descendre dans la rue et de manifester, mais lorsque [l'armée syrienne] vous tire dessus ? C'est stupéfiant. Leur courage et leur fermeté sont honorables. »
Pérès a insisté sur le fait que le changement de régime à Damas serait dans les intérêts de la paix arabo-israélienne. Il a exprimé sa confiance qu'un régime successeur à Damas conclurait un traité de paix avec Israël - « Ceux qui recherchent la paix prévaudront ».
C'est une performance innovatrice. Pourquoi Israël a-t-il choisi de se débarrasser de son ambiguïté stratégique envers la Syrie ? Après tout, Israël ne sait que trop bien qu'un changement de régime n'importe où dans le monde arabe dans les conditions actuelles ne peut agir que contre ses intérêts. L'Egypte est un cas typique, où lorsque les dirigeants par intérim remettront le pouvoir à un gouvernement élu - s'ils le font -, il devra prendre en compte le fort souhait populaire pour une politique étrangère qui prenne ses distances avec les Etats-Unis et Israël.
Une large majorité d'Egyptiens exigera que leur gouvernement s'éloigne de toute forme de coopération étroite avec Israël sur les questions économiques et de sécurité, et Israël observe avec appréhension la perspective d'une amélioration des liens entre l'Egypte et l'Iran. Le chef du renseignement militaire israélien, le Général Aviv Kochavi, a fait récemment une déclaration étonnante, disant que l'Iran finançait secrètement les Frères Musulmans égyptiens. Bref, Israël n'a pas lieu d'être optimiste sur les conséquences d'un changement de régime en Syrie.
Apparemment, le calcul de Pérès est tout autre. Ce qui ressort est qu'Israël a évalué froidement qu'un changement de régime à Damas n'est pas d'actualité. Patrick Seal, le célèbre auteur arabisant, l'a résumé ainsi la semaine dernière : « La situation n'a pas atteint sa masse critique. Damas ne s'est pas soulevée, les services de sécurité ne sont pas encore divisés, l'économie ne s'est pas effondrée. Le régime a l'air faible, mais l'opposition semble encore plus faible. Plus le sang coule, plus il est difficile de trouver une solution. Une solution ou une autre devra être négociée. Si aucune solution n'est trouvée, il y aura la guerre civile ».
De même, Israël serait démoralisé de ne voir aucun signe d'une action internationale concertée, comme cela s'est produit en Libye. Au contraire, les coups et les humiliations qu'elles prennent de Mouammar Kadhafi dans la guerre libyenne, ne peuvent que rendre encore plus circonspectes les nations occidentales sur la sagesse d'ouvrir un front syrien dans un futur proche.
Les pays du BRICA - le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud - en compagnie du Liban, ont étouffé les manouvres occidentales au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, ne serait-ce que pour débattre de la Syrie.

La récente visite à Damas du secrétaire général de la Ligue Arabe, Nabil Elaraby, a montré que, dans cette région, le vent tourne en faveur d'Assad.
http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article1731

Conseil de sécurité

Conseil des droits de l'homme de l'Onu

---

FBI

## La FBI rencontre des opposants syriens.

Des opposants au régime syrien présents aux Etats-Unis ont révélé que le bureau fédéral américain d'investigations (FBI) s'est réuni avec des activistes syriens qui ont exprimé « leur crainte sur leurs vies ».
Selon le Washington Post citant des opposants syriens, les agents de la FBI sont entrés en contact avec des activistes syriens principaux, dont « une femme a reçu une menace de mort par téléphone en mai dernier ».
Hala Abdel Aziz, une américano-syrienne résidant à Alexandria aux Etats-Unis, prétend qu'une personne l'a appelée et l'a mise en garde que sa fille en Syrie disparaitra si elle poursuit son action civile d'accuser des responsables syriens de commettre de transgressions de droits de l'homme.
Hala raconte que son père a été tué « à Deraa en avril dernier par les tirs des forces syriennes » et qu'elle a contacté le FBI via son avocat après avoir reçu des appels téléphoniques d'un inconnu menaçant sa fille et sa famille.
« J'ai constaté que l'appel est effectué depuis l'ambassade », poursuit-elle, ajoutant avoir rencontré deux fois un agent de la FBI qui lui a promis d'enquêter pour savoir la source de l'appel.
De son côté, un porte-parole de la FBI a refusé de commenter l'affaire et de confirmer si une enquête est réellement en cours en sur ce sujet.
La FBI avait contacté et rencontré des activistes syriens ces dernières semaines pour les interroger sur la situation en Syrie et sur leur rôle en tant qu'opposition.
L'ambassadeur américain en Syrie s'était rendu à Hama pour rencontrer les manifestants. Les autorités syriennes ont considéré que ce comportement vise à inciter à la violence et à éliminer toute chance de dialogue.
Al Manar
20/07/2011

---

# 5 Pays - Europe

## 1 France

### Guy Delorme : Les « supers pouvoirs » de M. Wissam Tarif.

Wissam Tarif  est capable de retrouver 3000 disparus syriens à distance !

S'il est vrai que, comme il est dit dans l'Evangile, « *la vérité nous rend libre* «, alors le quotidien *Libération* devrait changer de nom. Fidèle relais, depuis toujours, des mots d'ordre, analyses et menées militaro-diplomatiques américano-sionistes, le quotidien « libéral-libertaire » a mené une campagne ininterrompue de harcèlement contre le gouvernement syrien depuis le début des troubles. Sans doute pour relancer l'intérêt de ses lecteurs « démocrates », peut-être un peu lassés au terme de quatre mois et demi d'agitation, *Libération* sort un « joker » : la publication d'une liste de 3 000 Syriens – 2 918 exactement – portés « disparus » depuis le 15 mars dernier. Ce pieux travail de recherche humanitaire est l'oeuvre, comme il se doit, d'une certaine ONG, « *Avaaz*« , appuyée par des associations telles que « *Sawasiah* » (spécialisée comme par hasard dans la « défense des Droits de l'homme » en Syrie et apparemment introuvable sur le net…) et l' « *Organisation arabe des droits de l'homme* » (basée, elle, au Caire, bastion des Frères musulmans), ainsi que par des « *Comités locaux de coordination et plusieurs journalistes*« .
Le résultat de ces recherches, opérées depuis trois mois, paraît-il, ce sont ces 2 918 personnes recensées avec leurs noms, leur âge, leur emploi et lieu de résidence, les circonstances de leur disparition, sans oublier leurs photos. Enfin, apparemment, seulement 100 photos – sur 2 918 – dont pas une n'est visible ; ce qui est un peu curieux pour des fiches signalétiques aussi précises. L'un des collaborateurs d'*Avaaz*, Wissam Tarif, a expliqué le *modus operandi* de cette opération : « *Le premier travail était d'amener les familles à contribuer à cette liste*. »
Tâche difficile, explique-t-il, mais « *les familles savaient qu'elles devaient rendre cela public (…) elles sont furieuses, outragées. Certaines d'entres elles ont peur et se sentent paralysées.* »
*Avaaz & Co* ont réalisé un véritable tour de force, en tout cas, puisque, de l'aveu de Wissam Tarif – qui, apparemment, comme presque tous les cyber-dissidents syriens, vit à l'étranger – ce travail a été effectué par une équipe de 16 personnes seulement. Quoi qu'il en soit, Wissam Tarif, qui a lui-même sa propre ONG, l'*Insan* (« *humain* » en arabe – apparemment domiciliée en Espagne), a décidé de porter le fruit de ses « recherches » à la Cour Pénale Internationale, cette fameuse juridiction approuvée par les Américains mais n'ayant pas compétence chez eux, et qui n'a jamais jugé aucun responsable israélien. Tarif espère que la CPI agréera, dans cette affaire, la qualification de « *crime contre l'humanité* » dont il veut accabler le gouvernement syrien.
Décidément pleine d'ardeur humaniste, l'*Avaaz* vient de lancer un appel aux dirigeants de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Koweit et du Qatar afin qu'ils diligentent « *une délégation des Droits de l'homme en Syrie*« .

Sélection un peu bizarre : si les trois premières nations sont connues pour avoir refusé de suivre les Etats-Unis, la France et l'Angleterre dans un projet de résolution condamnant la Syrie au Conseil de Sécurité de l'ONU, les deux derniers sont des monarchies pétrolières, la première peu connue pour son exigence démocratique, la seconde, en revanche, célèbre pour patronner la chaîne *al-Jazeera*, qui ne s'est pas distinguée – c'est le moins qu'on puisse dire – par sa neutralité dans la couverture des évènements de Syrie – au point que plusieurs de ses collaborateurs vedettes ont claqué la porte récemment.

**Les disparus ont disparu !**

Etant portés au scepticisme par l'épluchage de quatre mois de couverture de la crise syrienne, nous autres d'*InfoSyrie.fr* avons cru de notre devoir de vérifier à la source ces nouvelles sensationnelles. En commençant, par exemple, par le site d'*Avaaz*. **Hélas, sur les différentes versions arabe, anglaise, française, allemande, néerlandaise, espagnole, etc. de ce site, pas le moindre listing de victimes, pour ne pas parler de leurs photos.** En revanche, l'internaute humaniste est sollicité pour financer les activités d'*Avaaz*.

Au fait, de quoi et de qui s'agit-il ? *Avaaz.org*, qui dispose apparemment d'assez gros moyens, est une Organisation Non Gouvernementale américaine installée à New York. Elle a été fondée en 2006 par l'Anglo-Canadien Ricken Patel, qui a été notamment consultant pour les fondations Rockfeller et Bill Gates. Son objet social ? Rassembler, via internet, des « *citoyens du monde* » pour les sensibiliser et les faire agir avec leur souris « *face aux nouveaux défis qui menacent notre avenir tels que les changements climatiques et la montée des conflits*. » On suppose que le cas syrien ressort à la deuxième catégorie. Ce qui est sûr, c'est que par le passé, *Avaaz.org* a mené via la toile des campagnes pour le Tibet libre, pour un moratoire sur les OGM, pour les droits de l'homme en Iran, etc. Autant de causes consensuelles, propres à drainer des centaines de milliers d'internautes occidentaux et naïfs. Grâce aux fonds recueillis, *Avaaz* est capable de s'offrir des spots publicitaires sur les différentes chaînes de TV américaines. On ne s'étonnera pas, donc, que la Syrie de Bachar al-Assad se soit retrouvée sur son agenda. Il n'est pas indifférent de noter que ce site a été estampillé « *hoax* » (bidonnage, escroquerie, imposture informatiques) et **générateur de spam** (publicité abusive) par un certain nombre d'internautes. En tout cas, après examen du site et constat de l'absence de tout signalement de disparus, on est effectivement tenté de décerner le label « *hoax*« , sur ce coup-là au moins, à *Avaaz*.

Par acquis de conscience, nous sommes allés faire aussi un tour du côté d'*Insan*. Là, pas la moindre référence aux 2 819 disparus, pourtant en principe dûment identifiés par Wissam Tarif, patron, rappelons-le, d'*Insan*. Curieux, pour un des promoteurs de ce scoop. On y trouve, en revanche, d'autres chiffres : 2 843 détenus politiques localisés et identifiés plus 5 157 autres en instance d' « homologation ». C'est très bien mais c'est invérifiable et de toutes façons hors sujet et nous posons la question à M. Tarif : **où sont les 2918 disparus syriens qu'il a « vendus » à *Libération* ?** Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces cyber-révélations pèchent gravement, à notre avis, par un déficit certain de preuves et de cohérence. Car enfin, pour résumer, en consultant les sites indiqués par *Libération*, on ne trouve pas la liste et encore moins les photos de ces centaines de disparus pourtant prétendument identifiés, à l'unité près, par Wassim Tarif et consorts. Dans ces conditions, pourquoi ne pas annoncer, dans les semaines qui viennent, que 6 327 Syriens ont reçu un coup de matraque, 4 328 ont été conduits au poste et 2 323 ont regardé *al-Jazeera* pour marquer leur opposition à la tyrannie baasiste ? C'est une simple suggestion que fait *InfoSyrie.fr*, par ailleurs bien conscient que nos cyber-opposants ont suffisamment d'imagination pour se passer de nos conseils…

Guy Delorme,
29 juillet 2011

---

## 2 Russie

## Les USA s'ingèrent dans les affaires intérieures de la Syrie.

La visite de l'ambassadeur américain dans la ville syrienne de Hama constitue une ingérence grossière dans les affaires intérieures de la Syrie, a déclaré vendredi à RIA Novosti le chargé d'affaires de la Syrie en Russie, Souleimane Abou Diab.

"L'ambassadeur des Etats-Unis n'a pas reçu d'autorisation pour se rendre à Hama, son déplacement n'a pas été concerté avec le ministère syrien des Affaires étrangères et peut, par conséquent, être qualifié d'ingérence directe dans les affaires intérieures de la Syrie", a indiqué le diplomate.

Et d'ajouter que cette "démarche" entreprise jeudi par l'ambassadeur américain "visait à torpiller la stabilité et l'ordre public dans le pays".

Dimanche, des chars de l'armée syrienne ont bouclé Hama, théâtre d'une manifestation de grande envergure contre le régime de Bachar el-Assad.

Les forces de l'ordre ont procédé à des arrestations en masse.

Le chargé d'affaires a exprimé sa satisfaction envers la position de la Russie concernant la Syrie, Moscou plaidant en faveur d'un dialogue national entre les autorités et l'opposition constructive.

"La prise de position de Moscou rétablit l'équilibre dans les relations internationales", a estimé le diplomate.

Lancées le 18 mars dernier dans la ville de Deraa dans sud de la Syrie, les émeutes populaires visant à obtenir des réformes politiques et économiques se sont propagées à plusieurs villes du pays. Pour calmer le mécontentement populaire, le président Bachar el-Assad a levé l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963, et a annoncé des réformes économiques et politiques. Malgré ces mesures, la révolte populaire prend de l'ampleur.

Selon les défenseurs des droits de l'homme, la répression de la révolte
populaire en Syrie a fait plus de 1.350 morts. Damas en rejette la responsabilité sur des "groupes terroristes" soutenus par des "forces extérieures".
MOSCOU, 8 juillet –
RIA Novosti
http://fr.rian.ru/world/20110708/190091132.html

## Douguine : Les Etats-Unis ont provoqué des actes terroristes en Syrie

Le chercheur russe en sciences politiques et chef du mouvement russe Eurasie, Alexandre Douguine, a indiqué que les événements de la Syrie sont provoqués depuis l'étranger, et que les Etats-Unis et quelques pays européens avaient financé par armes et argent une partie de Syriens afin de commettre des crimes contre les citoyens en vue de diviser et détruire la Syrie.
Dans un entretien au correspondant de Sana à Moscou, M. Doughine a indiqué que dans tous les pays du monde, même en Russie, il y a une partie de gens qui ont des demandes légitimes concernant la vie quotidienne et la vie politique, soulignant que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient exploité ces gens afin de les transformer en opposition manipulée de l'extérieur et appuyé par une guerre médiatique menée par les médias pro-occidentaux.
Il a estimé que Washington cherche à répéter en Syrie ce qui s'était passé en Irak et en Libye afin d'en finir avec le rôle clé de Damas au Moyen-Orient et le front résistant à Israël.
"La Syrie est le pays de la tolérance religieuse. La Syrie est le berceau du christianisme et de l'islam", a-t-il dit.
Il a, d'autre part, fait noter que la Russie est, elle aussi, menacée par les mêmes risques que la Syrie et la Libye, affirmant que la position de Moscou appuyant Damas va en harmonie avec les intérêts du peuple russe.
Il a enfin appelé à faire la distinction entre l'Europe proaméricaine qui veut déclencher une nouvelle croisade contre les deux mondes arabe et islamique et l'Europe civilisationnelle qui entretient des relations historiques avec les pays arabes.
01 Août 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/08/01/361775.htm

## Général Leonid Ivashov : Les Etats-Unis exécutent leur plan contre Damas».

Selon le général Leonid Ivashov, président de l'Académie russe des sciences géopolitiques, la Syrie est confrontée à une campagne forte et vaste exécutée par le Mossad et les pays d'Occident, en particulier les Etats-Unis et la France, dans le but de la démembrer en raison de sa politique indépendante, de son soutien à la résistance contre Israël et de ses relations étroites avec l'Iran.
La Syrie reste, selon lui, le seul pays arabe qui a échappé au pouvoir des régimes américain et israélien. Tous les pays de la région du Moyen Orient sont, ajoute-t-il, sous la main des Etats-Unis d'Amérique et de son allié israélien, à l'exception de la Syrie.
01/08/2011
http://www.letempsdz.com//content/view/60658/1/

## La politique consistant à faire pression sur la Syrie au moyen de sanctions est vouée à l'échec.

La politique consistant à faire pression sur la Syrie au moyen de sanctions est vouée à l'échec, a déclaré mardi à RIA Novosti le responsable de la diplomatie russe en charge du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, Sergueï Verchinine.
"On ne peut pas exercer une pression sur la Syrie par le biais de sanctions de l'Onu. Cela n'apportera pas le succès", a indiqué le diplomate.
Le responsable a confirmé que le Conseil de sécurité tenait des consultations afin d'élaborer une réponse internationale aux événements en Syrie.
Cependant, M.Verchinine estime nécessaire de "prendre en compte l'expérience libyenne" et de ne pas tolérer d'interprétations trop fantaisistes des résolutions onusiennes. Le diplomate a fait remarquer que la Russie croyait dans les chances de négociations entre les deux parties du conflit syrien et a souligné que la violence, aussi bien contre les civils que contre les policiers et les militaires, était inadmissible.
Depuis le 15 mars dernier, la Syrie est déchirée par un mouvement de contestation contre le régime du président Bachar el-Assad. Selon les ONG, les violences ont déjà fait plus de 1.350 morts et près de 3.000 disparus.
RIA Novosti
2 août –
http://fr.rian.ru/world/20110802/190340572.html

## Le sénateur russe Mikhaïl Marguelov : Le scénario libyen conduirait à une guerre à grande échelle.

Toute tentative d'appliquer le "scénario libyen" à l'égard de la Syrie provoquerait une guerre à grande échelle dans la région, a déclaré mardi le président de la Commission des affaires internationales du Conseil de la Fédération (sénat russe), Mikhaïl Marguelov.
"Les pays occidentaux accentuent la pression sur les autorités syriennes. La France presse le Conseil de sécurité

de l'Onu d'adopter un texte analogue à la résolution 1973 contre la Libye. Il ne fait aucun doute que la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie conduirait à une guerre d'envergure", a-t-il affirmé.
Le sénateur a indiqué que l'ambassade de Russie à Damas procédait à des consultations avec les représentants de l'opposition et que Moscou s'opposait à toute ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie.
"Le président Bachar el-Assad n'a encore pas épuisé toutes les possibilités pour passer de la confrontation au dialogue, même si les réformes susceptibles d'apaiser les parties en conflit ont été engagées trop tard", a-t-il estimé.
D'après M. Marguelov, une victoire de l'opposition serait susceptible de porter au pouvoir un régime islamiste en Syrie.
"Selon les informations dont nous disposons, l'opposition syrienne n'est pas entièrement laïque, même si elle réclame la démocratisation du régime. Dans les rangs des insurgés, il y a des groupes politiques proches des Frères musulmans", a constaté le sénateur.
2 août
http://fr.rian.ru/world/20110802/190338625.html

### L'OTAN planifie une campagne en Syrie et resserre le noeud coulant autour de l'Iran

L'OTAN planifie en ce moment une campagne militaire contre la Syrie afin d'aider à renverser le régime du président Bashar Al-Assad avec comme objectif a longue échéance de préparer une tête de pont dans la région pour l'attaque contre l'Iran, a dit l'envoyé de la Russie à l'OTAN Dimitri Rogozin. Le conseil de sécurité de l'ONU a condamné Mercredi la violence récurrente en Syrie et a demandé vigoureusement aux autorités du pays d'arrêter d'utiliser la force contre des manifestants pacifiques, tout en disant que la situation dans le pays ne demande pas encore une interférence de l'OTAN.
"Cette déclaration veut dire que la planifiication de la campagne militaire est déjà bien avancée. Ceci pourrait être une conclusion logique des opérations de propagande et militaires, qui ont été perpétrées par certains pays occidentaux contre l'Afrique du Nord", a dit Rogozin dans une interview avec le journal Izvestia publié Vendredi.
Le diplomate russe a signalé le fait que l'alliance vise à interférer seulement avec les régimes "dont les vues ne coïncides pas avec celles de l'occident".
Rogozin renforça l'opinion exprimée par certain experts que la Syrie puis le Yémen pourraient bien être les deux dernières étapes de l'OTAN dans l'optique de lancer une attaque sur l'Iran.
"Le nœud coulant autour de l'Iran se resserre. Des préparations militaires contre l'Iran sont déjà en train de se faire. Nous sommes certainement concernés et préoccupés par l'escalade vers une guerre de grande importance dans cette grande région", a dit Rogozin.
Après avoir appris de la leçon libyenne, la Russie "continuera à s'opposer à l'utilisation de la force en ce qui concerne la situation en Syrie", a t'il déclaré, ajoutant que les conséquences d'un vaste conflit en Afrique du Nord seraient dévastatrices pour l'ensemble de monde.
06/08/2011
*Par l'agence RIA Novosti*
*Traduit de l'anglais par Résistance 71 ~*
*Url de l'article original: http://en.rian.ru/world/20110805/165570384.html*

---

## 6 Les actions dans le monde

### Pays

### Cuba

### Cuba dénonce la déclaration des Nations unies.

Cuba a rejeté la déclaration sur la situation en Syrie adoptée hier par le Conseil de sécurité des Nations unies, tout en exprimant son soutien à Damas, rapporte vendredi le correspondant de RIA Novosti à la Havane.
"Nous exprimons notre rejet de toute tentative de saper l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie", lit-on dans une déclaration du vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Marcos Rodriguez Costa, diffusée jeudi.
Jeudi 4 août, le Conseil de Sécurité de l'Onu a adopté une déclaration de son président dénonçant l'usage de la force contre les civils par les autorités syriennes et exhortant tous les participants du conflit à cesser la violence.
Le Havane a également réitéré sa "confiance dans la capacité du peuple et du gouvernement syriens à résoudre leurs problèmes internes sans ingérence étrangère".
Depuis le 15 mars dernier, la Syrie est déchirée par un mouvement de contestation contre le régime du président Bachar el-Assad.
06-08
RIA Novosti

---

## 7 Les réactions dans le monde

Inde

## Le vice président du parlement indien Rahman Khan affirme le soutien de son pays à la Syrie face aux ingérences étrangères.

Le vice président du Parlement indien Rahman Khan, a affirmé le soutien de son pays à la Syrie face aux pressions et aux ingérences extérieures dans ses affaires.
Lors de sa rencontre avec le vice ministre des Affaires Etrangères et des Expatriés, Fayçal al-Miqdad, aujourd'hui au Parlement indien, Rahman Khan a réaffirmé le soutien de son appui au dialogue national lancé en Syrie, tout en appréciant les réformes menées sous la direction du président Bachar al-Assad.
Il a évoqué les relations historiques privilégiées établies entre l'Inde et la Syrie, soulignant les résultats fructueux des visites mutuelles des chefs d'état des deux pays, qui avaient renforcé les relations bilatérales.
De son côté, M. Miqdad, a évoqué les positions de l'Inde qui a préservé l'autonomie de sa décision et maintenu son soutien aux causes arabes et mondiales justes.
La rencontre a été suivie d'une conférence prononcée par M. Miqdad à laquelle ont assisté des diplomates arabes et étrangers, des journalistes et nombre de personnalités indiennes.
Dans une conférence de presse à l'issue de la conférence, M. Miqdad a affirmé que la Syrie allait bien et qu'elle sortirait de la crise actuelle avec le soutien des pays amis.
Il a appelé les journalistes à ne pas se laisser tromper par les campagnes de leurre déclenchées par certains pays occidentaux pour créer une opinion publique favorable à une intervention occidentale en Syrie.
02 Août 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/08/02/361972.htm

---

---

# 7 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

## 7-1 La Syrie accuse les Etats-Unis d'être impliqués dans les évènements

http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=22226&frid=18&seccatid=37&cid=18&fromval=1

---

## 7-2 Louis Denghien : Manifs en Syrie : toujours et encore l'intox statistique !

Les semaines passent en Syrie, l' »information » made in Occident continue de donner dans la propagande anti-régime pure et simpliste, sans nuances ni surtout sans vérifications des dires des opposants, dont les affirmations et les chiffres sont plus que jamais pris comme argent comptant par les agences de presse style Reuters ou AFP. Ainsi, à en croire les médias français, c'est au moins un million de manifestants anti-Bachar que l'opposition radicale a jeté dans les rues des villes de Syrie vendredi 15 juillet, y compris à Damas.
Un million de personnes, c'est effectivement quelque chose, et ça change des quelques milliers, voire dizaines de milliers à Hama, de protestataires « recensés » jusque-là par les observateurs.
**M. « Droits-de-l'Homme » l'a dit à Reuters qui l'a dit au Monde qui l'a dit à France 2…**
Alors, que s'est-il passé pour qu'on ait observé un tel saut quantitatif dans les capacités de mobilisation des opposants syriens ? Un effet « boule de neige », un nouveau miracle Facebook ? Le problème c'est que lorsqu'on essaie de trouver les sources des articles interchangeables du *Monde* et de *Libération*, on tombe à chaque fois sur un correspondant de l'agence anglo-canadienne Reuters ou sur celui de l'agence française AFP, qui, sur la Syrie, ont trouvé depuis le début un langage commun. A chaque fois le journaliste de Reuters répercute consciencieusement les déclarations fracassantes et triomphalistes d'un opposant inconnu, ou mal connu. Là c'est un certain Rami Abdel Rahmane, directeur d'un « *Observatoire syrien des droits de l'homme*« , qui joue les informateurs « bénévoles » : « *Il s'agit des plus grandes manifestations à ce jour* » proclame-t-il au micro sympathisant de Reuters, ajoutant : « *C'est un défi lancé ouvertement aux autorités, notamment quand on voit la forte affluence enregistrée pour la première fois à Damas*. » Le même Observatoire annonce qu'au moins 350 000 personnes ont manifesté dans la province orientale de Dair az Zour. On se demande ce qui relève de l'estimation rationnelle et ce qui tient à la logorrhée fanatique et au mensonge militant. Enfin, pour notre part, nous ne nous le demandons pas longtemps, **et nous allons consacrer instamment un article-portrait à l'efficace Rami Abdel Rahmane et à son observatoire privilégié par les journalistes occidentaux**. Egalement mis à contribution, cette fois pour des troubles à Zabadani (région de Damas), Abdel Karim Rihaoui, « *chef* » de la « *Ligue syrienne des droits de l'homme*« . Au moins, la crise en Syrie aura crée des vocations, voire des emplois ! Quant au correspondant de Reuters, saisi comme d'une ivresse chiffrée, il signale « *une foule immense* » à Hama, ce même vendredi : sans doute, là aussi, sur la base d'une estimation scientifique fournie par le surpuissant « *Observatoire syrien des droits de l'homme*« . Rappelons que fin juin, on nous annonçait un demi-million de manifestants anti-Bachar à Hama, quand la ville et ses environs comptent peut-être 600 000. On peut faire dire tout ce qu'on veut aux chiffres. Y compris des mensonges.
Et, bien sûr, ce qui vaut pour le nombre des manifestants d'opposition vaut aussi pour celui des victimes de l'agitation : Rami Abdel Rahmane, véritable chaîne d'info continue à lui tout seul, déclare à l'AFP que « plus de 30 civils » ont été tué ce week-end à Homs, même si, pour une fois, la source d'opposition reconnaît qu'il s'agit de heurts entre factions civiles opposées ; il a aussi trouvé un enfant tué à Jobar. A Damas, c'est, selon le *Monde.fr*, un « *militant des droits de l'homme* » qui communique un bilan de 16 personnes tuées par la police. Le même site reconnaît d'ailleurs, en une phrase, et l'énormité de son « info » et la précarité de ses sources : »*Le total de plus*

*d'un million de manifestants est le plus élevé fourni par les opposants pour une seule journée de manifestations contre le pouvoir en Syrie depuis le 15 mars*« . En effet, cher confrère ! Et ce sont les mêmes journalistes qui passent très vite, quand ils daignent en parler, sur les nombreuses et puissantes manifestations de partisans du régime, qui se sont d'ailleurs reproduites ce week-end. Il est vrai que l'observatoire de Rami Abdel Rahmane n'est pas équipé pour observer ce genre de rassemblements…
Il y a tout de même un chiffre qui tend à baisser, même dans les articles de la presse occidentale ; celui de réfugiés syriens de Turquie qui, au grand dam sans doute des opposants et de leurs nombreux amis étrangers, ont une fâcheuse tendance à regagner leurs foyers. Mais sans doute le font-ils pour étoffer les rangs des manifestations anti-Bachar de leur région ?
**Pourquoi tant de mensonges ?**
Il faut bien constater, une fois de plus, un déséquilibre – croissant – entre le sensationnel de l'information et la maigreur – et la partialité – des sources : ç**a s'appelle, en bon français, de la propagande, de l'intox, ou si l'on veut être élégant, de la « guerre psychologique »**. Une guerre menée depuis 4 mois maintenant par tout ce qui, consciemment ou non, sert les intérêts américains dans la région. On aura pu vérifier, dans cette crise syrienne comme en Libye, ou naguère en Côte d'Ivoire, un alignement constant et consternant de l'Union européenne – France sarkozyste en tête – et de l'essentiel de ses médias sur les mots d'ordre et la grille d'analyse de Washington. Pourquoi au fait ? Essentiellement, à notre avis, par angoisse des journalistes et politiques d'Occident, de rater le coche de l'Histoire, comme en Tunisie ou en Egypte. **Mais aussi par intégration profonde des stéréotypes manichéens concoctés par les néo-conservateurs d'Amérique et d'ailleurs** : même après les désastres irakien et afghan, les journalistes et éditorialistes de France, d'Europe et d'Amérique qui se piquent de sens critique croient toujours au fond à l' »*axe du mal* » et aux « *Etats voyoux* » chers à Bush Jr, Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz, Perle, Kristol et autres nomenklaturistes néo-conservateurs américains, vulgate d'ailleurs reprise sans états d'âme par l'administration Obama. L'expérience – désastreuse – de l'Irak ne leur a pas ouvert les yeux, qu'ils ferment dès qu'ils voient des activistes salafistes ou des Frères musulmans à l'oeuvre en Syrie ou en Turquie. Comme le dit un proverbe français : « *Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir*« . Et, à l'évidence, on ne veut pas voir, de Washington à Paris, en passant par Londres, Berlin et Bruxelles, que comme on a, du côté de Washington et de New York, ruiné et divisé l'Irak, on voudrait ruiner et diviser la Syrie, la Libye, l'Iran, le Soudan, tout ce qui dans le monde arabo-musulman n'est pas « conforme » à la « juste ligne » de l'OTAN et du Département d'Etat.
Louis Denghien, I
18 juillet
http://www.infosyrie.fr/decryptage/manifs-en-syrie-toujours-et-encore-lintox-statistique/

---

## 7-3 L'intellectuel belge Pierre Piccinin témoigne de la malhonnêteté des journalistes occidentaux.

Un professeur d'histoire belge, Pierre Piccinin, se trouve sur place pour se rendre compte de ce qui se passe réellement en Syrie. Ce dont il témoigne contraste avec ce que rapporte au fil des jours la presse occidentale en particulier.
De fait, son témoignage est accablant quant à la désinformation qui marque les événements de Syrie. Lecture
La Syrie connaît des troubles socio-politiques depuis plusieurs semaines.
Les grands médias relatent ces évènements en affirmant qu'il s'agit d'une révolte populaire comparable à celles survenues en Tunisie ou en Égypte.
Pour confirmer leurs propos, ils présentent des manifestations qui auraient lieu dans tout le pays et qui souffriraient d'une répression féroce.
Par exemple, dans la ville considérée comme l'un des principaux centres de la contestation, Hama, il y aurait eut vendredi (15 juillet) 500.000 manifestants dans les rues de l'agglomération de... 530.000 habitants (en comptant les villages alentours). Leurs uniques sources viennent d'opposants politiques basés à l'extérieur du pays. Les preuves matérielles?
Des photos floues où on peut distinguer des foules de quelques dizaines d'hommes.
La défense des journalistes face à ces failles professionnelles?
La presse ne pourrait pas rentrer dans le pays et Internet serait coupé.
Témoignage:
Je suis actuellement en Syrie, depuis une semaine, en préparation de trois cahiers du Ccmo (1) qui seront consacrés, à la rentrée, au «Printemps arabe» et d'un article pour Les Cahiers de l'Orient, à paraître en décembre. La Libre Belgique a également publié un billet résumant mes observations de ces derniers jours.
Vendredi*, j'ai quitté Damas, la capitale et me suis rendu à Hama, fief de la révolte islamiste, en passant par Homs. Les données des agences de presse occidentales, répercutées par nombre de médias, sont complètement erronées et probablement volontairement exagérées (j'ai circulé dans toutes les zones sensibles du pays, sans jamais être empêché de me rendre là où je le souhaitais). À Deraa, la contestation est presque éteinte et, mis à part un quartier ou l'autre, où manifestent encore sporadiquement quelques centaines de personnes pendant une heure ou deux, sans même que l'armée intervienne, tout y est très calme. À Damas, seulement quelques milliers (pas même des «dizaines» de milliers) de manifestants sont sortis ce vendredi (15 juillet), par groupes dispersés dans plusieurs quartiers de la périphérie. Idem à Homs, où des bandes armées ont provoqué la police (déjà jeudi soir: j'avais été informé de risques de troubles à Homs, jeudi, et m'y étais rendu; le centre était calme, j'ai suivi le

premier camion transportant des militaires que j'ai croisé et suis tombé sur l'échauffourée, qui opposait quelques dizaines de contestataires cagoulés face à une escouade de soldats; ces derniers ont ouvert le feu et m'ont obligé à quitter les lieux).

Sur les lieux à Hama

J'ai passé tout l'après-midi du vendredi à Hama. C'est la seule ville où la contestation conserve une réelle ampleur (c'est la seule ville où on ne trouve plus un seul portrait de Bashar Al Assad, omniprésent ailleurs, exception faite de la façade du building où se trouve le siège du parti Baath, dans lequel sont retranchés des membres de la sécurité): les habitants ont fortifié les entrées de la ville pour empêcher l'armée d'y intervenir et manifestent par dizaine de milliers. Hama est la seule place où j'ai pu prendre des photographies, en grand nombre (ailleurs, la police étant présente lors des troubles, il m'est impossible de sortir mon appareil photo). Quand je suis entré dans Hama, j'ai immédiatement été pris en chasse par des groupes de jeunes en moto qui m'ont arrêté. J'ai montré mon passeport belge et la situation s'est détendue: ils m'ont escorté partout et donné accès à un immeuble depuis la hauteur duquel j'ai pu prendre des photos de l'ensemble de la manifestation, centrée sur la place Alasi et l'avenue al-Alamhein. Etant le seul observateur étranger sur place, ils m'ont donné toutes les facilités nécessaires et ont organisé une garde autour de mon véhicule pendant que je me déplaçais à pied parmi les manifestants. En dépit de la grande sympathie que je puis avoir pour la gentillesse avec laquelle j'ai été reçu à Hama, force est d'admettre que le nombre des protestataires ne dépassait certainement pas les 100.000 personnes, en criant très fort, contrairement aux affirmations de l'AFP qui prétend que Hama a connu la plus grande manifestation du pays, rassemblant 500.000 personnes. Il est bien sûr difficile de procéder à une estimation. Toutefois, s'il est vrai qu'il s'est agi de la plus grande manifestation dans le pays, en revanche, je puis affirmer, si je tente une estimation plus précise, que le nombre des manifestants doit avoir été de 15.000 à 30.000 personnes au plus. J'ai produit une analyse plus fine de la situation, sur mon blog (2), où j'ai également publié des photographies de la manifestation, qui appuient, incontestablement, ces informations. Ainsi, le «million» de manifestants à travers toute la Syrie ne correspond, en réalité, qu'à quelques dizaines de milliers. J'ai pu avoir accès à Euronews: les images fournies par l'opposition et les blogueurs sont éloquentes; des plans rapprochés, qui donnent une impression de masse, alors que, dans les faits, les cortèges sont relativement maigres.

Une situation sous contrôle

Quant au nombre de morts recensés, il est évidemment impossible à vérifier sérieusement, mais mes contacts à Damas et Homs ne me confirment rien de tel. A Hama, les chars sont restés en dehors de la ville et aucun coup de feu n'a été tiré; aucun mort n'est à déplorer, ni aucune arrestation. La situation en Syrie, Hama exceptée, est parfaitement sous le contrôle du gouvernement et le climat général (Hama excepté, dont les rues sont jonchées de barricades et des décombres des premiers combats) n'est nullement révolutionnaire.

1) CCMO, (Cercle des chercheurs sur le Moyen Orient)

2) Note de l'auteur: Il ne s'agit nullement de défendre un régime qui n'applique pas le modèle politique occidentale de la démocratie, ni de nier la présence d'une contestation, mais de montrer la malhonnêteté professionnelle des journalistes occidentaux chargés, consciemment ou pas, de véhiculer la propagande des gouvernements occidentaux non amis avec le régime syrien.

Pierre PICCININ

24/07/2011

http://www.lexpressiondz.com/index.php?news=136072

---

## 7-4 Joshua Landis : le gouvernement syrien a raison, des groupes armés sont effectivement à l'œuvre en Syrie.

Pourquoi les médias qui nous ont toujours menti, que ce soit pour l'Irak, la Yougoslavie, le 11 septembre, l'Afghanistan et maintenant la Libye, nous diraient-ils la vérité à propos de la Syrie ?

Ils nous disent ce que le pouvoir veut qu'ils nous disent. L'environnement géopolitique de la Syrie n'est pas étranger au fait que les "Occidentaux" s'y intéressent plus particulièrement. N'oublions pas qu'Israël occupe toujours le Golan syrien...

GP

*Nous vous proposons la traduction d'un article paru le 3 août sur le blog de Joshua Landis, Syria Comment, un des plus pointus sur le dossier, très souvent consulté par les journalistes américains et anglo-saxons, Landis ayant de son côté écrit dans les médias audiovisuels et journaux américains les plus prestigieux – CNN, New York Times, Wall Street Journal, Washington Post, etc. Joshua Landis, Américain marié à une Syrienne, aborde ici la question des groupes armés, dont l'existence est en général systématiquement niée – ou passée sous silence – par les médias d'Occident.*

*Son article a été écrit après la diffusion de la déjà fameuse et terrible vidéo montrant des manifestants visiblement islamistes et en tout cas anti-régime, balançant des cadavres ensanglantés depuis le pont qui enjambe le fleuve Oronte à Hama. Il fait également référence à une autre vidéo – mise en ligne sur Infosyrie.fr le 3 août – et montrant deux camions de l'armée syrienne tombant dans une embuscade -à Banyas, en avril dernier : il se trouve qu'un des neuf militaires tués en cette circonstance était le cousin de l'épouse de Landis, le lieutenant-colonel Yasir Qash'ur. Ce drame familial, mais aussi un examen assez méthodique des éléments existant sur*

*d'autres preuves d'implication de groupes d'opposants armés, à Jisr al-Choughour ou à Hama, ont conduit Joshua Landis à conclure* ***que les versions données par les autorités syriennes sur ces incidents sanglants étaient les bonnes, et que la presse occidentale avait toujours refusé de voir la vérité en face pour des raisons qui tiennent à la bonne conscience et au conformisme idéologiques.***
*Oui, répète Landis, il y a des groupes armés à l'oeuvre en Syrie, qui s'attachent, avec succès jusque-là, à enclencher le fameux et fatal cycle « provocation-répression » bien connu des révolutionnaires et déstabilisateurs professionnels.*
*Cette conclusion d'un expert reconnu des questions syriennes a d'autant plus de prix que la deuxième partie de l'article de Landis est rien moins que favorable au régime baasiste : il affirme que trop de Syriens souffrent actuellement de pauvreté et d'une absence totale de perspectives, et constituent donc des recrues idéales pour les groupes subversifs armés : on émettra des réserves sur le tableau très sombre que dresse Landis, le régime ayant malgré tout suscité depuis plusieurs années des progrès sociaux et économiques. Mais sa thèse, inquiétante, sur la radicalisation de franges d'opposants et le raidissement parallèle des partisans du régime est crédible : le spectre de la guerre civile à l'irakienne a commencé à roder en Syrie, du côté de Hama et de Homs.*
*Les pompiers pyromanes de France – le tandem Juppé-Sarkozy – et d'ailleurs – l'Union européenne accompagnant, ou parfois précédant, les desiderata du Pentagone, du Département d'Etat et de la Maison Blanche – doivent en être bien conscients*
Une capture d'écran du site du Point (en avril), du temps où il osait mentionner les choses telles qu'elles arrivent.

**La controverse autour des groupes armés** par Joshua Landis

J'ai parlé de la « controverse des groupes armés » dans mes deux derniers articles. Dans la section des commentaires, des Syriens ont débattu pour savoir si l'opposition a suscité dans ses rangs des éléments activistes qui tueraient des soldats syriens. Un certain nombre d'analystes, tel Majd Eid, qui ont rejoint le débat sur France24 hier, maintiennent que ce soulèvement est non-violent. Ils insistent sur le fait que les soldats syriens tuent d'autres soldats, pas des éléments de l'opposition. Ces massacres ont lieu quand les forces de sécurité refusent les ordres de tirer sur les foules, insistent-ils. **Jusqu'à maintenant, il n'y a aucune preuve que des militaires syriens aient tué leurs camarades pour refus à un ordre direct**. Au contraire, la plupart des preuves disponibles renforcent les affirmations du gouvernement comme quoi des éléments armés de l'opposition tirent sur les forces de sécurité.
Cette controverse a vu le jour en avril lors des manifestations à Banias, quand neuf soldats furent tués sur l'autoroute principale dans deux véhicules, en dehors de la ville. Des activistes ont annoncé que des soldats à Banias avaient été exécutés par d'autres soldats pour avoir refusé de tirer sur une foule. Cette histoire s'est révélée fausse, mais a été véhiculée par la majorité de la presse occidentale et jamais corrigée. J'ai écrit un article à propos de cette controverse le 14 avril sous le titre : *La presse occidentale égarée – Qui a tué les neuf soldats de Banias ? Pas les forces de sécurité syriennes*. La raison qui m'a poussé à m'intéresser à cette affaire est que le cousin de ma femme, le lieutenant-colonel Yasir Qash'ur, était un des neuf soldats tués ce 10 avril. Nous le connaissions bien. Nous avons parlé avec le beau-frère de Yasir, le colonel 'Uday Ahmad, qui était assis à l'arrière du camion dans lequel Yasir et plusieurs des soldats furent tués. 'Uday nous a raconté que leurs deux camions militaires ont été pris en embuscade, alors qu'ils traversaient un pont autoroutier, par des hommes bien armés qui se cachaient derrière les barrières centrales et sur le toit des bâtiments du bord de route. Ils ont ratissé le convoi avec des tirs automatiques, tuant neuf personnes. L'incident n'avait rien à voir avec des soldats refusant des ordres. Sa description des faits était en telle contradiction avec les récits que je lisais dans la presse que j'ai commencé à creuser le sujet. Une vidéo ultérieure de l'échange de tirs fut trouvée et montrée à la télévision syrienne. Elle corroborait la version donnée par 'Uday. **La presse occidentale et les analystes ne voulaient pas reconnaître que des éléments armés devenaient actifs. Ils préféraient raconter un beau conte de fées à propos de « gentils » combattant des « méchants ».** Il n'y a aucun doute que la majorité de l'opposition était pacifique et a été prise à partie par des soldats et des snipers également meurtriers. On se demande seulement pourquoi cette histoire n'aurait pas pu être racontée en prenant en compte la réalité – à savoir que les éléments armés, qui venaient pour tuer, jouaient un rôle aussi.
Durant les affrontements sanglants de Jisr al-Shoughour, la presse occidentale dans sa grande majorité a répété les affirmations de l'opposition annonçant 100 soldats tués, non par des éléments d'opposition, mais par d'autres soldats. Les journaux insistèrent sur le fait que les militaires syriens avaient été tués dans cette ville par d'autres soldats, pour avoir refusé des ordres de tir sur la population. Les déclarations du gouvernement affirmant que les soldats furent tués par des éléments armés les ayant pris en embuscade furent systématiquement ignorées.
**Aujourd'hui, une vidéo corrobore la version gouvernementale des événements : les soldats stationnés en ville furent attaqués par une opposition organisée et armée.**
Voici une vidéo montrant certains de ces soldats avant qu'ils ne soient tués :
**http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=TKGJOfrFQc0**
Les premières minutes de celle-ci montrent les soldats après qu'ils aient été tués :
**http://www.youtube.com/watch?v=CoFg8vcf1IM&feature=player_embedded#at=310**
Voici la vidéo originale, non éditée, des corps avant qu'ils ne soient placés sur les camions :
**http://www.youtube.com/verify_age?next_url=http%3A//www.youtube.com/watch%3Fv%3DhjyCbmPHHTM%26feature%3Dplayer_embedded**
Dans l'affrontement d'Hama, la vidéo montrant des corps jetés depuis un pont dans une rivière a été sujette à controverses. Cette vidéo, faite en comparant les vues du pont de Google Earth avec ce qu'on aperçoit dans la

vidéo prouve que le film  est récent, provient de Hama, et montre des éléments d'opposition jetant des corps de soldats depuis le pont autoroutier dans la rivière 'Asi, au nord de Hama, sur l'autoroute vers Alep.
**http://www.youtube.com/verify_age?next_url=http%3A//www.youtube.com/watch%3Fv%3Dz0k-3nRsWgs%26feature%3Dplayer_embedded**

**Quelle est donc la signification de l'émergence d'éléments d'opposition armés ?**
Un des principaux activistes anti-gouvernemental, qui s'exprimait su CNN, l'a très bien expliqué. Voici le reportage d'Arwa Damon et de Nada Husseini diffusé sur CNN le 2 août dernier :
« *Un important activiste anti-gouvernnemental, qui a demandé à ne pas être nommé en raison des dangers liés à la diffusion de ces informations, a dit à CNN que le compte-rendu de la télévision d'Etat syrienne était correct. Les corps sont ceux de membres de la police secrète tués par des combattants syriens venus d'Irak pour se joindre à la lutte contre le gouvernement a expliqué cet activiste, qui tient ses informations sur les événements en cours d'un vaste réseau de correspondants.*
« *Le même activiste soulignait que ces extrémistes ne sont pas représentatifs du mouvement de protestation. Des éléments violents marginaux sont apparus à la faveur des troubles de Syrie. Selon une étude de l'International Crisis Group, parue le mois dernier, certains éléments anti-gouvernementaux ont pris les armes. Cependant, précise le rapport, « la grande majorité des pertes concernes des manifestants pacifiques, et la grande majorité des violences ont été perpétrées par les services de sécurité. L'activiste a dit encore que la mise en ligne de cette vidéo est comme une lame à deux tranchants pour les opposants.*
« *D'un côté, dit-il, les manifestants pacifiques doivent devenir conscients de l'existence de ces éléments marginaux. Cela devrait inciter d'avantage de gens à rejeter tout à la fois le régime et ce type d'agressions armées, et à préserver les objectifs d'une protestation pacifique. Mais dans le même temps, a-t-il ajouté, les incidents donnent de la crédibilité aux affirmations du gouvernement syrien selon lesquelles il ne cible que des « bandes armées ». Une telle violence (de la part des activistes, Ndlr), dit-il encore, pourrait faire que la communauté internationale hésite à augmenter la pression sur le régime syrien.* »
Beaucoup de partisans du mouvement révolutionnaire ont réagi à ces vidéos en demandant : « *On s'attendait à quoi ? Les Syriens vont-ils attendre de se faire tuer ? Bien sûr que la violence engendre la violence. C'est normal et la seule surprise c'est que ça ait mis si longtemps à venir*. »
C'est un argument incontestable. L'opposition syrienne a été longue à s'armer dans son effort pour renverser le régime baasiste. Le Mouvement des Officiers libres prend de l'importance.  La plus récente vidéo éditée par le M.O.L. montre que le nombre de ses membres progresse, bien que l'organisation n'en soit encore qu'à ses balbutiements. Son leader déclare qu'ils défendront les civils contre les « *actions barbares du régime et de ses Shabbiha (jeunes délinquants issus de la communauté alaouite de la région côtière du nord du pays, censés avoir joué un rôle dans la répression de certaines manifestations de l'opposition, Ndlr)* » D'autres organisations armées descendent dans la rue mais aucune n'a officiellement déclaré son existence ni défini des objectifs politiques. Ce qui devrait certainement se faire dans les mois à venir.
Dès le début, on a eu une guerre des vidéos. Celle d'une femme disant adieu à son mari, tué à Hama le 2 août, est pathétique. De telles vidéos sont comme un appel aux armes.
Le régime se battra jusqu'au bout et a encore beaucoup de pugnacité. Les militaires ont beaucoup d'atouts par rapport à une opposition divisée. Il est improbable que le régime « s'effondre » comme le prédisent certains activistes, ou qu'il se volatilise à la manière de celui de Ceaucescu. S'il doit être vaincu, ce sera sur le terrain et par la force. Il est difficile d'imaginer une autre issue. Bien sûr, si Damas et Alep manifestaient ensemble en masse, la rupture serait accélérée, mais l'armée et le Baas n'abandonneront pas la partie. Les divisions de la Syrie sont trop profondes. La crainte de vengeances et d'épurations ethniques vont renforcer la détermination de tous ceux qui ont soutenu l'ordre en place depuis des décennies. Si la direction syrienne avait voulu transmettre pacifiquement le pouvoir ou établir une sorte d'accord constitutionnel, elle l'aurait déjà fait.
La pauvreté et la perte de dignité qu'éprouvent beaucoup de Syriens sont une dimension très lourde de la réalité de ce pays. 22% des Syriens vivent avec deux dollars ou moins par jour. C'est là une donnée effrayante. Ce sera bien pire quand les difficultés économiques et les pertes d'emplois commenceront à se multiplier. La Syrie est pleine de gens qui ont peu à perdre, qui ont un faible niveau d'éducation, et peu de perspectives d'avoir une vie meilleure et plus digne. Le potentiel de violence et de criminalité est important. Plus préoccupant encore est l'absence d'un leadership des forces de l'opposition.
r Joshua Landis,
le 4 août 2011

---

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme  - Article 19